

**Reçu au titre des dons  
à certains organismes d'intérêt général**  
Articles 200, 238 bis et 885-0 V bis A du code général des impôts (CGI)

Numéro d'ordre du reçu

**Bénéficiaire des versements**

**Nom ou dénomination :**

.....

**Adresse :**

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Commune .....

**Objet :**

.....  
.....  
.....

**Cochez la case concernée (1) :**

☒ Oeuvre ou organisme d'intérêt général

☒ Association fournissant gratuitement une aide alimentaire

(1) ou n'indiquez que les renseignements concernant l'organisme

(2) dons effectués par les entreprises

<b>Donateur</b>	
<b>Nom :</b> .....	<b>Prénoms :</b> .....
<b>Adresse :</b> .....	
<b>Code postal</b> ..... <b>Commune</b> .....	

Le bénéficiaire reconnaît avoir reçu au titre des dons et versements ouvrant droit à réduction d'impôt, la somme de :

euros

Somme en toutes lettres : .....

**Date du versement ou du don :** ...../...../.....

Le bénéficiaire certifie sur l'honneur que les dons et versements qu'il reçoit ouvrent droit à la réduction d'impôt prévue à l'article (3) :  
☒ 200 du CGI                     
☐ 238 bis du CGI                     
☐ 885-0 V bis A du CGI

---

**Forme du don :**

☐ Acte authentique                     
☐ Acte sous seing privé                     
☐ Déclaration de don manuel                     
☒ Autres

---

**Nature du don :**

☐ Numéraire                     
☐ Titres de sociétés cotés                     
☒ Autres (4)

---

**En cas de don en numéraire, mode de versement du don :**

☐ Remise d'espèces                     
☐ Chèque                     
☐ Virement, prélèvement, carte bancaire

(3) L'organisme bénéficiaire peut cocher une ou plusieurs cases.

L'organisme bénéficiaire peut, en application de l'article L. 80 C du livre des procédures fiscales, demander à l'administration s'il relève de l'une des catégories d'organismes mentionnées aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.

Il est rappelé que la délivrance irrégulière de reçus fiscaux par l'organisme bénéficiaire est susceptible de donner lieu, en application des dispositions de l'article 1740 A du code général des impôts, à une amende fiscale égale à 25 % des sommes indûment mentionnées sur ces documents.

(4) notamment : abandon de revenus ou de produits ; frais engagés par les bénévoles, dont ils renoncent expressément au remboursement

Le:     /     /

**FÉDÉRATION FRANÇAISE  
DES BANQUES ALIMENTAIRES**  
Association Loi 1901  
15, rue du Val de Marne  
94257 GENTILLY cedex  
Tél. : 01 49 08 04 70  
Fax : 01 49 08 04 71

